

## Foire aux questions (FAQ) : Les coalitions au Sommet sur les systèmes alimentaires

**« Le bien-être de l'humanité - et en fait, l'avenir même de l'humanité - dépend de la solidarité et du travail en commun en tant que famille mondiale pour atteindre des objectifs communs. Pour les gens, pour la planète, pour la prospérité et pour la paix. »**

António Guterres, Secrétaire général des Nations unies (Notre programme commun, septembre 2021)

**« Aucune communauté ou pays, aussi puissant soit-il, ne peut résoudre ses défis seul. »**

Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations unies (Briefing aux États membres sur le Sommet sur les systèmes alimentaires, septembre 2021)

### Table des matières

Coalitions et terminologie	1
Que sont les coalitions dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires ?	1
Les coalitions sont-elles identiques aux domaines d'action du Sommet ?	1
En quoi les coalitions diffèrent-elles des autres mécanismes/structures existant(e)s ? Quelle est leur valeur ajoutée ?	2
Les coalitions sont-elles approuvées par le Sommet ? Comment sont-elles sélectionnées ?	3
Le nombre de coalitions est-il limité ?	4
Comment les coalitions resteront-elles pertinentes après le sommet ?	4
Adhésion, leadership	5
Qui peut rejoindre une coalition ?	5
Qu'est-ce que cela signifie pour un État membre de diriger ou de rejoindre une coalition ?	5
Que peuvent attendre les membres lorsqu'ils rejoignent une coalition ?	6
Y a-t-il des attentes financières découlant de l'appartenance à une coalition ?	6
Quelle est la date limite pour rejoindre une coalition ? Celles-ci resteront-elles ouvertes ?	6
Qui dirige les coalitions ?	7

Qui accueillera les coalitions ?	7
À qui les États membres et les autres acteurs doivent-ils s'adresser pour rejoindre une coalition ?	7
Opérationnalisation des coalitions	7
Quelles sont les étapes à suivre lors de l'adhésion ?	7
Comment les coalitions s'alignent-elles sur le travail effectué jusqu'à présent dans le cadre du processus du Sommet ?	8
Comment les coalitions vont-elles concrètement faire avancer et rendre opérationnels les résultats du sommet ?	8
Rejoindre une coalition équivaut-il à prendre un engagement ?	8
Comment s'organisent les coalitions ?	8
D'où viendra le soutien financier des coalitions ?	9
Les questions énumérées dans le domaine d'action « Moyens de mise en œuvre » sont-elles des coalitions autonomes, ou ces aspects doivent-ils être intégrés dans les coalitions ?	9
Lancement et communication	9
Les coalitions seront-elles lancées lors du sommet ?	9
Responsabilité	9
Les progrès des coalitions seront-ils examinés et évalués ?	9
Qui examinera les progrès des coalitions et comment ?	10

### **Avis de non-responsabilité :**

*Ce document de foire aux questions (FAQ) sur les coalitions dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires vise à répondre aux questions reçues des représentants des gouvernements et d'une série d'autres acteurs dans le cadre de la préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires et, plus important encore, pour faire avancer efficacement ses résultats dans le contexte de la Décennie d'action. Il doit être considéré comme un document vivant, qui continuera d'être mis à jour au fur et à mesure que les discussions sur un certain nombre de domaines clés avanceront et que de nouvelles informations seront disponibles.*

*Si une question ne trouve pas sa réponse ci-dessous, n'hésitez pas à contacter [foodsystemssummit@un.org](mailto:foodsystemssummit@un.org).*

## Coalitions et terminologie

### Que sont les coalitions dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires ?

Les coalitions sont des groupes de personnes ou d'institutions (acteurs étatiques et/ou non étatiques) qui se réunissent dans le cadre du processus du Sommet sur les systèmes alimentaires avec la volonté de remettre en cause le statu quo et de défendre une approche systémique intégrée à l'échelle pour traiter des questions spécifiques liées aux systèmes alimentaires. Dans chaque cas, la priorité des membres de la coalition est de soutenir la réalisation par et dans chaque pays des objectifs de développement durable (ODD) par le biais de parcours nationaux vers la transformation des systèmes alimentaires d'ici 2030. Ils s'engagent à le faire conformément aux principes, cibles et indicateurs du Programme 2030.

Bien que les coalitions soient auto-organisées et indépendantes, le Sommet les a encouragées à être :

- **À l'initiative des pays** : Les membres des coalitions s'engagent à s'aligner derrière des coalitions conçues en soutien/réponse à et/ou en alignement avec les programmes de développement nationaux et défendues par les pays.
- **Systémiques et transformatrices**. Les coalitions abordent des questions fondamentales avec l'ambition de faire progresser la transformation vers des systèmes alimentaires durables. Alignées sur les « **domaines d'action** » et les [principes d'engagement](#) du sommet, elles le font par le biais d'une approche holistique, **multipartite et multisectorielle** qui considère ensemble l'impact sur les personnes, la planète et la prospérité future.
- **Inclusives et fondées sur la coordination** : Les membres de la coalition s'engagent à surmonter la fragmentation actuelle du paysage, à penser à long terme et à l'efficacité des ressources, à collaborer plutôt qu'à se faire concurrence, à investir du temps dans le partage d'informations, le dialogue, la prise de décision collective, et à aligner leurs propres actions, connaissances et expertise technique, outils et ressources, financements, réseaux, pouvoir de plaidoyer sur la feuille de route collective et à faire preuve de responsabilité mutuelle à tous les niveaux.
- **Responsables** : Les membres de la coalition se tiennent mutuellement responsables et sont disposés à rendre compte de leurs progrès à intervalles réguliers et de manière transparente.
- **Orientées vers l'action** : Soutenues par des plans tangibles comprenant des objectifs mesurables pour parvenir à un changement systémique des systèmes alimentaires.

### Les coalitions sont-elles identiques aux domaines d'action du Sommet ?

Non, ce n'est pas le cas. Les coalitions sont des initiatives multipartites qui relèvent de chacun des domaines d'action. Cinq domaines d'action sont apparus au cours du Sommet sur les systèmes alimentaires comme les principaux points d'entrée pour accélérer les actions visant à réaliser le Programme 2030 par la transformation des systèmes alimentaires. Ces domaines d'action, qui reflètent largement les cinq objectifs du Sommet, sont les suivants : 1. Nourrir tous les peuples ; 2. Stimuler les solutions fondées sur la nature ; 3. Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et des communautés autonomes ; 4. Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et aux agressions ; 5. Soutenir les moyens de mise en œuvre (finances, gouvernance, science et connaissances, innovation, technologie et données, capacités).

Les domaines d'action servent donc de cadre aux multiples coalitions développées dans le contexte du processus du Sommet sur les systèmes alimentaires et fournissent des points d'entrée simplifiés pour accueillir et orienter les représentants des gouvernements ou des parties prenantes désireux d'unir leurs forces au-delà du Sommet.

Ces domaines s'appuient et intègrent directement la richesse du travail et du processus mené par les chantiers du Sommet jusqu'en septembre 2021 : cinq pistes d'action, les dialogues, la task force des Nations unies, les groupes d'intérêt et les leviers de changement transversaux : droits de l'homme, genre, innovation et finance, ainsi qu'un groupe transversal sur la gouvernance formé par les pistes d'action.

**Exemple :** le domaine d'action *Nourrir chaque être humain* compte un certain nombre de coalitions, notamment Faim zéro, Régimes alimentaires sains, Repas scolaires universels, etc.

## En quoi les coalitions diffèrent-elles des autres mécanismes/structures existant(e)s ? Quelle est leur valeur ajoutée ?

Alors qu'il existe déjà un large éventail d'initiatives, de partenariats et de coalitions autour des questions liées aux systèmes alimentaires, et qu'ils sont déjà hébergés par une multitude d'acteurs et d'institutions, ces efforts et mandats ont trop souvent été construits par rapport à des objectifs autonomes ne tenant pas suffisamment compte de la complexité des facteurs, de la multiplicité des secteurs et des interactions dynamiques.

Depuis 2016, des rapports mondiaux<sup>1</sup> tirent la sonnette d'alarme avec une urgence et une fréquence croissantes dans toutes les dimensions des systèmes alimentaires, de la faim au climat, en passant par les inégalités, la santé publique, la biodiversité, le développement humain, la stabilité politique, la paix et les conflits, et appellent à une transformation urgente. Les efforts déployés jusqu'à présent n'ont pas été (suffisamment) fructueux, et les évolutions dramatiques observées dans le monde entier nous invitent de toute urgence et sans équivoque à changer et à reconsidérer notre façon de travailler : le statu quo n'est plus une option.

Le changement de paradigme demandé par le Programme 2030 nous met tous au défi d'acquérir une compréhension plus holistique, dynamique et humble de l'interconnexion des secteurs et des problèmes, des acteurs et des institutions, des processus, des causes et de l'impact. Le Programme 2030 engage la communauté du développement à travailler différemment et à orienter plus immédiatement ses efforts pour soutenir d'abord les pays et les gouvernements nationaux (responsables en dernier ressort devant leurs citoyens de la réalisation du développement durable) dans leurs propres priorités.

La valeur ajoutée des coalitions est :

- Mettre en réseau le local et le mondial - Elles peuvent servir d'intermédiaire pour rassembler les communautés, les pays et les groupes d'intérêt locaux, nationaux et mondiaux autour des principales priorités.

---

<sup>1</sup>GIEC 4 et 5, SOFI 2017-2020, etc.

- Favoriser l'alignement et la cohérence - Elles peuvent fournir un mécanisme permettant de renforcer l'alignement et la cohérence des efforts, en réduisant la fragmentation des efforts et des investissements.
- Catalyser les investissements coordonnés et l'action collective - Ils peuvent catalyser des investissements coordonnés sur les principales priorités au niveau national et dans les biens publics régionaux et mondiaux.
- Mobiliser des ressources - Elles peuvent contribuer à réaffecter des fonds existants ou à galvaniser de nouveaux fonds et partenariats en faveur des principales priorités.
- Mobiliser l'énergie et la volonté politique - Ils peuvent attirer et maintenir l'attention sur les priorités absolues et mobiliser la voix des différents acteurs pour susciter la volonté politique requise et les acteurs à la table.
- Transférer les enseignements, les meilleures pratiques et les capacités - Ils peuvent faciliter le transfert de connaissances et de capacités sur les priorités absolues afin d'accélérer l'action et l'impact.

C'est dans cet esprit que les acteurs et les institutions se rapprochent encore davantage, avec l'intention non découragée de devenir une partie active de la solution à ce qui a jusqu'à présent conduit les systèmes alimentaires à leurs limites.

La compréhension intégrée que le processus du Sommet sur les systèmes alimentaires a favorisée parmi les milliers d'acteurs impliqués à tous les niveaux, par le biais de dialogues, de travaux collectifs, d'interactions avec la communauté scientifique et d'autres acteurs et communautés plus « inhabituels », ne peut être annulée.

Les coalitions et autres engagements multipartites issus de ce processus reflètent cette compréhension plus large et holistique. Plutôt que de concurrencer ou de remplacer les initiatives existantes, ils visent à offrir un espace permettant à celles-ci de se rapprocher et de réorienter plus efficacement les efforts et les ressources selon une approche systémique, pour un impact plus durable. Il est important de noter qu'elles s'engagent à se tenir mutuellement responsables dans le cadre du suivi du Sommet tout au long de la prochaine Décennie.

## **Les coalitions sont-elles approuvées par le Sommet ? Comment sont-elles sélectionnées ?**

Les coalitions sont volontaires et à l'initiative d'une série d'acteurs. Elles relèvent de cinq domaines d'action approuvés par le Sommet, comme indiqué ci-dessus. **Par conséquent, le Sommet a approuvé des domaines d'action et reconnaît que dans chacun d'entre eux, les gens peuvent exprimer des engagements et des ambitions différents, ce qui peut donner lieu à des coalitions/initiatives telles que décrites ci-dessus.**



L'adhésion aux coalitions/initiatives/autres engagements est ouverte à tous les États membres et à tous les acteurs non étatiques sur une base purement volontaire et non contraignante.

Les coalitions qui émergent du Sommet et s'inspirent de sa vision, de son récit et de ses principes, sont le résultat d'une action proactive et spontanée visant à faire avancer les initiatives multipartites par des acteurs partageant les mêmes idées, selon une approche ascendante. Elles ne sont pas soumises à un processus de sélection, d'approbation ou de validation par le Secrétariat du Sommet sur les systèmes alimentaires ou le Bureau du Secrétaire général.

### **Le nombre de coalitions est-il limité ?**

Les domaines d'action ont été limités à cinq, les plus importants pour la réalisation du Programme 2030 et la transformation des systèmes alimentaires. Dans ce cadre, il n'y a pas de limite au nombre de coalitions qui peuvent émerger dans le cadre du processus du Sommet, puisqu'elles sont volontaires et auto-organisées. Le Secrétariat du Sommet s'engagera auprès de celles qu'il voit émerger grâce au processus et au registre des engagements du Sommet pour les encourager à soutenir un programme d'intégration, à s'engager à éviter les doublons, à réduire la fragmentation, à promouvoir la collaboration et le dialogue, à viser à faire progresser les trois dimensions de la durabilité dans tous leurs efforts et, en particulier, à placer les besoins des personnes et des groupes les plus vulnérables et marginalisés au centre de leurs préoccupations. **Toutes les coalitions émergentes et l'ampleur de leur adhésion seront communiquées dans le cadre des produits du sommet dans le registre des engagements.**

### **Comment les coalitions resteront-elles pertinentes après le sommet ?**

Le mécanisme de suivi et d'examen qui sera mis en place pour assurer le suivi du sommet travaillera avec les parties prenantes de chaque coalition pour déterminer les plans de déploiement.

Les coalitions et autres efforts multipartites constituent l'un des principaux moteurs de la mise en œuvre des résultats du sommet à l'avenir. Au cours du sommet, un certain nombre d'États membres, représentés par des chefs d'État ou de gouvernement, partageront des engagements souvent élaborés à la suite de processus de dialogue inclusifs et participatifs dans les pays. Grâce au registre des engagements, un large éventail d'autres acteurs non étatiques partageront également leurs engagements dans le but de changer le modèle habituel et d'aligner leur vision et leurs activités en adoptant une approche plus holistique et intégrée.

Ces engagements, émanant d'acteurs étatiques et non étatiques, sont tous directement liés aux priorités identifiées dans les parcours nationaux et devraient les soutenir. Ils nécessiteront souvent une collaboration avec une série d'acteurs pour accélérer leur mise en œuvre. Les coalitions offrent un véhicule pour cette collaboration dans plusieurs domaines, en rassemblant les acteurs, les institutions, les connaissances, les réseaux, le plaidoyer, le financement, les outils, pour soutenir la réalisation des parcours nationaux d'ici la fin de la Décennie d'action sur les ODD, en 2030.



NATIONS UNIES  
SOMMET 2021 SUR LES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES

## *Adhésion, leadership*

### **Qui peut rejoindre une coalition ?**

Les coalitions sont des initiatives multi-acteurs inclusives. Elles peuvent être dirigées ou codirigées par des États membres, des organisations onusiennes ou non onusiennes, et rejointes par toute autre institution, tout individu ou groupe possédant les connaissances, l'infrastructure, la capacité technique et/ou le dévouement nécessaires pour participer aux efforts visant à construire un avenir plus durable dans le monde entier. Les coalitions sont censées faire avancer la vision audacieuse du Sommet, à savoir transformer nos systèmes alimentaires pour qu'ils deviennent des moteurs de la réalisation des ODD d'ici 2030, et s'appuyer sur les principes d'engagement du Sommet.

Il n'y a pas de nombre minimum d'États membres ou d'autres parties prenantes requis pour créer une coalition. Toutefois, les initiateurs de la coalition sont invités à prendre en compte les ressources nécessaires pour soutenir les activités de la coalition à l'avenir. Ils sont encouragés à créer des coalitions qui sont, par nature, multipartites et multisectorielles.

### **Qu'est-ce que cela signifie pour un État membre de diriger ou de rejoindre une coalition ?**

Les États membres qui identifient des questions présentant un intérêt particulier dans leur contexte national (déjà identifiées comme une priorité stratégique dans les plans de développement nationaux, comme une question émergente pour les parcours nationaux, etc.) et qui souhaitent faire avancer cette question en cohérence avec l'approche holistique, intégrée et systémique promue par le Sommet sur les systèmes alimentaires des Nations unies, peuvent décider de rejoindre une coalition.

Ce faisant, ils deviennent membres d'une communauté de pratique sur des questions pertinentes. Les activités des coalitions, la fréquence des réunions et les implications en termes de ressources en temps dépendent entièrement de la coalition. Lorsqu'ils rejoignent une coalition à ses débuts, les États membres qui sont intéressés et en ont la capacité sont invités à participer à l'élaboration de la structure de gouvernance, des termes de référence et de la feuille de route de la coalition. La responsabilité de ces éléments incombe entièrement aux initiateurs et aux dirigeants de la coalition.

Si le sujet revêt une importance stratégique pour les États membres, ceux-ci peuvent proposer de jouer un rôle de leader. Cela implique de consacrer suffisamment de temps, de ressources (humaines et/ou financières) et de capacités pour faciliter, par exemple, la mise en place de la coalition, la coordination de ses membres, l'élaboration d'une feuille de route collective qui pourrait inclure des possibilités d'échanges réguliers entre pairs ou de mise en relation entre les financements disponibles et les activités innovantes dans les pays, ainsi que des réunions régulières pour discuter des progrès réalisés. Ce faisant, les États membres peuvent solliciter l'expertise et le soutien technique d'organisations spécialisées dont le mandat présente un intérêt immédiat (par exemple, les agences spécialisées des Nations unies à Rome, Genève, Nairobi ou ailleurs).



## **Que peuvent attendre les membres lorsqu'ils rejoignent une coalition ?**

Les coalitions sont constituées en communautés de pratique qui permettent le partage d'informations et de bonnes pratiques, le dialogue, la prise de décision collective, l'alignement des actions, des connaissances et de l'expertise technique, des outils et des ressources, des finances, des réseaux, du pouvoir de plaidoyer sur la feuille de route collective, et la démonstration de la responsabilité mutuelle à tous les niveaux.

En plus de bénéficier de certaines des activités possibles ci-dessus, les membres de la coalition, acteurs étatiques et non étatiques, sont censés, dans la mesure du possible :

- prendre des engagements volontaires en faveur de la transformation des systèmes alimentaires par le biais de ces coalitions,
- contribuer au temps, aux efforts, aux ressources, ainsi qu'à l'expérience et à l'expertise (en faveur de l'apprentissage entre pairs, de la coopération Sud-Sud ou triangulaire) afin de poursuivre le développement et l'amélioration de la coalition,
- identifier et enjoindre, le cas échéant, d'autres acteurs, programmes et initiatives afin de promouvoir les synergies
- soutenir, conformément à leur mandat, les autres acteurs de la coalition dans la réalisation de leurs propres objectifs
- reconnaître le leadership des gouvernements nationaux.

Les coalitions peuvent également être l'espace où l'alignement des donateurs est amélioré, par la réaffectation des flux de financement existants pour qu'ils deviennent mieux intégrés ou catalytiques, par la mise en relation entre les structures de financement, les donateurs bilatéraux ou multilatéraux, etc.

## **Y a-t-il des attentes financières découlant de l'appartenance à une coalition ?**

Il n'y a pas de frais d'adhésion à une coalition.

Toutefois, étant donné qu'aucun financement ne peut être attendu du Sommet sur les systèmes alimentaires, les responsables des coalitions doivent anticiper et envisager les ressources nécessaires pour soutenir les activités des coalitions à l'avenir et une collecte de fonds sera nécessaire.

## **Quelle est la date limite pour rejoindre une coalition ? Celles-ci resteront-elles ouvertes ?**

Il n'y a pas de date limite pour rejoindre une coalition. Une liste des coalitions et des initiatives sera disponible sur la plateforme de la communauté des systèmes alimentaires. Les acteurs étatiques et non étatiques peuvent y adhérer à tout moment.





## Qui dirige les coalitions ?

Les coalitions sont inclusives et multi-acteurs par nature. Elles peuvent être dirigées par des États membres ou par toute organisation, pour autant qu'elles puissent démontrer une capacité et une responsabilité suffisantes et inspirer le leadership et l'appropriation conformément à la vision et aux principes d'engagement du Sommet.

## Qui accueillera les coalitions ?

En décidant des modalités d'accueil, les membres de la coalition doivent prendre en compte les ressources nécessaires pour assurer le fonctionnement efficace de leur coalition, c'est-à-dire du soutien administratif et de secrétariat à la mise en œuvre, au suivi et à l'établissement de rapports.

Les dispositions varieront au cas par cas, mais les institutions spécialisées des Nations Unies concernées sont censées conseiller et aider à faciliter les activités de la coalition, étant donné qu'elles sont équipées (en termes de connaissances, de capacités techniques, de réseaux, de présence dans les pays, de gouvernance responsable) pour apporter ce soutien. Les détails de leur rôle sont en cours de discussion dans le cadre du suivi et de l'examen du FSS.

## À qui les États membres et les autres acteurs doivent-ils s'adresser pour rejoindre une coalition ?

Pour exprimer votre intérêt à rejoindre une coalition ou pour toute autre question relative à une coalition spécifique, [une liste des points focaux des coalitions](#) à contacter est disponible sur le lien suivant pour celles dont le Secrétariat du Sommet a connaissance et/ou qu'il a vues sur le [registre des engagements](#).

Dans plusieurs des premiers cas de coalitions émergentes, l'adhésion peut être formalisée par une lettre officielle dans laquelle les acteurs gouvernementaux ou non étatiques motivent leur intérêt à rejoindre la coalition, en fournissant toutes les attentes concernant la valeur ajoutée de leur adhésion pour la réalisation des objectifs de la coalition.

## *Opérationnalisation des coalitions*

### Quelles sont les étapes à suivre lors de l'adhésion ?

Une fois qu'un représentant d'un gouvernement national ou d'une autre organisation a manifesté son intérêt pour l'adhésion à la coalition, les points focaux de la coalition, y compris les contacts des agences des Nations unies concernées, les contacteront pour leur fournir des informations complémentaires afin de présenter la coalition et le travail accompli à ce jour, de comprendre le contexte et les priorités du nouveau membre, et d'exposer les prochaines étapes et les possibilités d'engagement dans cette optique.

## **Comment les coalitions s'alignent-elles sur le travail effectué jusqu'à présent dans le cadre du processus du Sommet ?**

Les coalitions apparaissent comme des structures clés pour aider à faire avancer les résultats du Sommet sur les systèmes alimentaires.

Elles s'articulent autour de cinq domaines d'action principaux qui sont alignés sur les domaines thématiques des pistes d'action et des leviers de changement, et s'adressent directement aux questions et priorités qui émergent du processus de dialogues nationaux.

De nombreuses coalitions émergentes prennent forme avec l'objectif audacieux de faire avancer les résultats du Sommet tout au long de la prochaine Décennie : soutenir l'avancement des parcours nationaux pour atteindre les ODD à travers une série d'activités ; soutenir la réalisation d'engagements individuels et collectifs plus granulaires par les gouvernements et les parties prenantes multiples ; soutenir la dynamique, à travers le paysage mondial, pour changer et transformer les approches vers une plus grande durabilité ; et promouvoir toujours plus le récit du Sommet sur les systèmes alimentaires parmi les individus et les communautés partout dans le monde.

## **Comment les coalitions vont-elles concrètement faire avancer et rendre opérationnels les résultats du sommet ?**

Les coalitions en sont encore à des stades de développement précoces et différents. Cependant, on s'attend à ce qu'elles conçoivent collectivement des feuilles de route et des activités en soutien direct à l'avancement des parcours nationaux.

## **Rejoindre une coalition équivaut-il à prendre un engagement ?**

Rejoindre une coalition n'est pas la même chose que prendre un engagement.

Les parties prenantes souhaitant s'engager en faveur de la transformation des systèmes alimentaires peuvent le faire par le biais du registre d'engagements disponible sur le lien suivant : [Registre des engagements et directives - Communauté du Sommet sur les systèmes alimentaires](#)). Il n'est pas nécessaire d'adhérer à une coalition pour le faire.

De même, l'adhésion aux coalitions n'est pas subordonnée à l'expression formelle d'engagements par le biais du registre des engagements du Sommet. Cependant, les acteurs sont fortement encouragés à envisager, discuter et développer des engagements pertinents dans leur contexte, afin de fixer leurs propres objectifs et de clarifier le soutien qu'ils pourraient rechercher pour les atteindre.

## **Comment s'organisent les coalitions ?**

Les structures des coalitions seront souples et comprendront les États membres et les parties prenantes intéressés par une action autour d'une question spécifique. Chaque coalition est chargée de mettre en place sa propre structure et ses propres mécanismes alignés sur la [vision et les principes d'engagement](#)



NATIONS UNIES  
SOMMET 2021 SUR LES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES

[du sommet](#). Des informations sur le statut peuvent être fournies à tout moment par les points focaux des coalitions.

## **D'où viendra le soutien financier des coalitions ?**

Les membres de la coalition sont censés avoir pris en compte les ressources nécessaires à la mise en place d'une coalition afin d'assurer son fonctionnement efficace, depuis le soutien administratif et de secrétariat jusqu'à la mise en œuvre, le suivi et les rapports. Les membres de la coalition doivent contribuer à développer, soutenir et mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des activités prévues.

## **Les questions énumérées dans le domaine d'action « Moyens de mise en œuvre » sont-elles des coalitions autonomes, ou ces aspects doivent-ils être intégrés dans les coalitions ?**

Bien que les coalitions soient organisées et gérées de manière indépendante, le Secrétariat du Sommet encourage tous les aspects pertinents du domaine d'action des moyens de mise en œuvre (finance, gouvernance, innovation/données, capacités) ci-dessus à être pris en compte et intégrés dans les coalitions afin de les rendre opérationnels.

En outre, et si nécessaire, une action concertée entre plusieurs organisations peut être justifiée sur des questions spécifiques (par exemple, le financement) afin de combler des lacunes urgentes pour catalyser l'action.

## ***Lancement et communication***

### **Les coalitions seront-elles lancées lors du sommet ?**

Outre l'accent mis sur les engagements et les actions des États membres, le programme du Sommet sur les systèmes alimentaires mettra principalement l'accent sur les cinq domaines d'action, qui sont le résultat direct du Sommet.

Cependant, il est prévu que les multiparties prenantes, par le biais de leurs engagements, puissent mentionner/ lancer des coalitions/initiatives/autres engagements dans le cadre des cinq domaines d'action dans l'espace accordé à certains des efforts et engagements collectifs et multipartites dans le programme.

## ***Responsabilité***

### **Les progrès des coalitions seront-ils examinés et évalués ?**

Les coalitions, sous l'égide des domaines d'action du Sommet, constituent une part importante de l'effort visant à rendre opérationnels les résultats du Sommet et à favoriser la responsabilité mutuelle et la transparence des progrès accomplis dans le cadre du Programme 2030.

Chaque coalition et engagement multipartite est encouragée à élaborer des plans tangibles comprenant des objectifs mesurables, alignés sur ceux du Programme 2030 et d'autres accords internationaux, afin de parvenir à un changement systémique des systèmes alimentaires, des structures de soutien et - idéalement - des dispositions financières, par rapport auxquels les progrès peuvent être suivis.

Les membres des coalitions s'engagent à prendre des mesures autour d'un thème spécifique, en utilisant des objectifs mesurables et un mécanisme de suivi et d'évaluation pour rendre compte régulièrement des progrès accomplis, qui pourraient ensuite être utilisés pour des rapports volontaires à l'avenir par le biais d'une structure de suivi et d'examen post-Sommet (à définir).

## **Qui examinera les progrès des coalitions et comment ?**

Les modalités de suivi et d'examen devraient être définies plus précisément dans le cadre du suivi immédiat du sommet, avec des suggestions possibles découlant de la déclaration d'action du secrétaire général des Nations unies. Il pourrait s'agir de l'examen des progrès réalisés dans les domaines d'action et des diverses coalitions et engagements multipartites qui contribuent à les rendre opérationnels au niveau national, régional et mondial.

On peut s'attendre à ce que les principes suivants guident ces discussions :

- Responsabilité devant les membres souverains des Nations Unies.
- Alignement sur le Programme 2030 Processus de suivi et d'examen à tous les niveaux (national, régional et mondial), le Forum politique de haut niveau étant le point culminant des efforts ;
- L'exploitation des organes et mécanismes pertinents existants, tant au niveau national (institutions nationales dont le mandat est lié à la transformation des systèmes alimentaires, équipes de pays des Nations unies, institutions nationales) qu'au niveau mondial (Forum politique de haut niveau, agences spécialisées et plateformes telles que les EBR, le CSA, autres organes des Nations unies dont le mandat est pertinent).